

Fintech « green »: effet d'annonce ou tendance de fond ?

Souvent galvaudée, la notion de "green" dans la finance tient-elle aujourd'hui ses promesses ?

Parmi le foisonnement de fintech françaises, de nouvelles startups dédiées à la finance verte commencent à émerger. Après les plateformes de crowdfunding comme We Do Good ou Lita.co, les bots aidant à trouver des investissements durables ou les startups facilitant le calcul de son empreinte carbone comme Greenly, c'est au tour des noébanques dédiées à la finance responsable de faire leur apparition. Le green est à l'honneur mais que cache t-il vraiment ?

Un flou juridique et légal

« Il y a à boire et à manger derrière cette terminologie même si des labels peuvent déjà être utilisés (label ISR et GREENFIN). Tout ce qui se fait en ce moment ne bénéficie pas d'une définition communément admise ou légale » , reconnaît Gabrielle Siry-Houari, économiste spécialisée dans les finances vertes. Résultat, n'importe quelle structure peut se targuer d'être un fonds « vert », *« c'est à sa libre discrétion, la responsabilité d'aller vérifier revient au client »* . Certaines institutions recourent également à cette dénomination pour leurs produits d'investissement alors même qu'un faible pourcentage est consacré aux énergies renouvelables ou à la gestion de l'eau, par exemple. Cette absence de régulation contribue à renforcer la méfiance envers les banques, c'est pourquoi il est si *« important de poser des jalons derrière cette notion et d'obliger les entreprises et les banques à un peu plus de*

transparence » , poursuit l'économiste.

L'Union Européenne et la France sur le pont

« Une classification des activités durables ou taxonomie vient d'être adoptée par le Conseil de l'Union européenne, ce qui constitue une étape très importante » , explique Alain Clot, président de France FinTech. « Cet accord politique classe les différentes activités économiques en fonction de leur contribution à la transition économie bas carbone » , poursuit Gabrielle Siry-Houari, mais il n'entrera pas en vigueur avant 2022. Loin d'être anodine, cette définition permettra de disposer d'une définition commune au niveau européen de ce qu'est un investissement « vert ». « D'autres textes, comme le règlement européen dit Disclosure, veulent imposer un reporting obligatoire de l'impact néfaste des investissements des institutions financières. Il faut que ces textes s'articulent entre eux » , poursuit l'économiste. Tout ce travail, qui fait suite à la loi relative à la transition énergétique de 2015, prendra certainement du temps. Le problème c'est que la « génération des « millennials » n'est pas prête à attendre » , poursuit Alain Clot.

À lire aussi

[25% des Français prêts à utiliser les FinTech pour 50% de leurs besoins financiers d'ici 2020](#)

Les Français veulent être maîtres de leur épargne

Bien que les Françaises et les Français soient de bons épargnants, la moitié d'entre eux ne savent absolument pas ce que finance leur argent. Si pendant longtemps, la question ne les a pas préoccupés, ils souhaitent désormais que leurs liquidités profitent aux modes de production locaux (87%), au recyclage plastique (84%), aux énergies renouvelables (85%) ou au transport décarboné (80%) d'après une [enquête Opinionway](#) menée pendant le confinement. Les trois néobanques Helios, Only One et Green Got, l'ont bien compris. À contre-courant du système bancaire traditionnel, elles cherchent à faire « émerger un modèle hybride qui soit à la fois plus responsable, plus respectueux de la

société et de l'environnement mais aussi innovant et dans l'air du temps en termes d'expérience utilisateur » , explique Kamel Nait-Outaleb, co-fondateur d'Only One. Les trois startups se rejoignent dans leur volonté de promouvoir une économie responsable et de ne pas financer des énergies fossiles ou encore des pesticides et promettent de répondre au besoin de transparence des Français·es (86% en réclament d'après Opinionway). Et les moins de 30 ans sont les premiers concernés.

Les « millennials », une cible de choix

« La génération des moins de 30 ans est très sensible au développement durable, bien plus que les générations précédentes » , analyse Alain Clot. Ses modes de consommation évoluent vers l'achat de produits bio, en circuits courts et plus généralement vers une consommation aussi respectueuse que possible de l'environnement.

Biberonnés au numérique depuis leur naissance, ils adoptent des usages différents de leurs parents. *« Ils n'hésitent plus à changer de fournisseur quand les services ne leur conviennent plus »* , souligne Alain Clot et sont de grands influenceurs. Désormais ce sont eux qui transmettent leur savoir à leurs parents et grands-parents. En alliant numérique et développement durable, la finance verte est un formidable marché pour les startups comme les institutions financières traditionnelles. Les textes régaliens devraient faire un peu de ménage pour lui donner un peu plus de légitimité.